DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Elections législatives de mars 1967

1ère Circonscription Annecy Saint-Julien



A droite

Me Charles BOSSON

Député sortant

Avocat - Père de 4 enfants
Maire d'Annecy depuis 1954
Vice-Président du Conseil Général
Vice-Président de l'Office Départemental H. L. M.
Membre de Bureau du Comité d'Expansion
Membre de la Commission des Affaires Etrangères
à l'Assemblée Nationale

A gauche

M. Edmond MARMILLOUD

Suppléant

Agriculteur - Père de 6 enfants
Maire de Chevrier depuis 1942
Président de la Mutualité Sociale Agricole de la Hte-Savoie
Administrateur du Crédit Agricole
et de la Fédération des Producteurs de Lait
Président du Groupe des questions sociales agricoles
de la Communauté Européenne à Bruxelles

Chers Compatriotes,

Les élections présidentielles ayant placé le Général de Gaulle à la tête du pays pour sept ans, on entend dire parfois : puisque vous avez élu le Général de Gaulle, votez aujourd'hui pour un candidat de M. Pompidou. Comme si les élections présidentielles et les élections législatives se confondaient! Le problème est en réalité tout autre comme le prouvent les deux soucis essentiels manifestés lors de nos conférences par un si grand nombre d'électeurs et d'électrices: **comment obtenir des changements en sauvegardant la stabilité?**

Pourquoi veut-on des changements ?

Parce que chacun se rend compte que si tout ne va pas aussi mal que le disent certains opposants systématiques, tout ne va pas aussi bien que le clament les candidats de M. POMPIDOU.

- **SUR LE PLAN INTÉRIEUR :**
  IL FAUT FAIRE DES CHOIX.

On peut reprocher au gouvernement de tout promettre et de tout vouloir entreprendre, or les moyens financiers d'un pays sont limités.

On ne peut tout faire à la fois: maintenir une armée traditionnelle et créer une force nucléaire nationale, lancer des bombes H en Océanie et poursuivre la recherche civile atomique et spatiale, équiper nos anciennes colonies, financer le tiers-monde, et en même temps promettre l'expansion économique, la modernisation de l'agriculture, le plein emploi, l'augmentation du pouvoir d'achat, les équipements publics...

La France ne peut "payer" tout cela.

La preuve en est la situation économique et sociale qui se détériore malgré la stabilité du gouvernement: vieillissement de nos usines en raison de la difficulté des investissements, extension du chômage, retard des prestations familiales, malaise paysan, pénurie de logements sociaux, manque d'écoles, d'hôpitaux, etc...

Il faut donc savoir ce qu'on veut et choisir.

La France doit renoncer à certaines dépenses de prestige civiles et militaires si elle veut faire face **en priorité** aux besoins vitaux de 50 millions d'habitants.

Sinon **le 5e plan**, cependant très inférieur à ces besoins, ne serait lui-même qu'un mirage! Le gouvernement en est si conscient qu'il prévoit pour sa réalisation une participation croissante des départements et des communes comme si ces collectivités locales n'étaient pas déjà surchargées et pouvaient indéfiniment augmenter les impôts locaux (patente, mobilière, etc...) à l'heure où on leur refuse même les emprunts indispensables.

Il n'y a en vérité qu'un seul budget FRANCE.

Ce budget est limité.

Il faut donc choisir entre les dépenses possibles.

Les élections, c'est l'heure d'exercer vos choix.

- **SUR LE PLAN EXTÉRIEUR : LA FRANCE NE PEUT S'ISOLER DANS LE NATIONALISME.**

Pour se dégager de la tutelle américaine qui a suivi la victoire des Alliés en 1945, la FRANCE s'est écartée assez durement des Etats-Unis pour se rapprocher de l'U. R. S. S., en poursuivant par ailleurs un énorme effort solitaire sur le plan atomique.

Est-ce vraiment la méthode efficace pour assurer notre indépendance ?

De grands esprits en doutent, et une démonstration contraire en est fournie par la multiplication en France de ces sociétés américaines qu'on croyait pouvoir évincer au moment de l'affaire BULL, ce qui prouve que l'isolement ne résout pas le problème.

En réalité, face à de très grandes puissances aux dimensions d'un continent, telles que les U. S. A., l'U. R. S. S., bientôt la Chine, **la prospérité, la sécurité et en fin de compte la véritable indépendance de la France ne seront préservées que dans un ensemble plus vaste : LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE** qui doit au plus vite consolider l'unité économique de l'Europe et permettre de poursuivre la détente à l'égard de l'EST, sans desserrer pour autant nos liens traditionnels avec nos Alliés occidentaux.

Comment modifier le cap en sauvegardant la stabilité des institutions ?

- **IL FAUT ROUVRIR LE DIALOGUE ENTRE LE POUVOIR ET LE PAYS.**

Depuis novembre 1962 où s'est formée une Majorité *par l'addition des U. N. R. et des " Giscardiens "*, cette majorité n'a pas joué son rôle constitutionnel d'intermédiaire entre le Pays et le Pouvoir, mais s'est contentée de tout " enregistrer "

La carence de cette Majorité a conduit le Chef de l'Etat à prendre seul, sans même en parler aux Ministres, les grandes décisions nationales : *retrait de la France à l'O. N. U. et à la Conférence du Désarmement, rupture avec les Six de Bruxelles, dénonciation du Pacte de l'O. T. A. N.* ...C'est un fait, quelle que soit notre opinion à leur sujet. Quant aux autres décisions, elles sont prises par les " Bureaux " des Administrations centrales qui, ne se sentant plus contrôlées par le Parlement, ignorent de plus en plus les intéressés : élus locaux, organisations professionnelles, syndicats, associations...

Chacun sent que ça ne peut durer longtemps ainsi, même avec l'autorité historique du Général de Gaulle ; que serait-ce ensuite ?

Il est du devoir de tous d'empêcher le régime de " se gripper " et **les élections doivent être l'occasion de " rouvrir le dialogue " à tous les niveaux.**

- **SEUL UN SUCCÈS " CENTRISTE " PEUT ABOUTIR A CE RÉSULTAT.**

En effet, **trois hypothèses électorales** sont possibles :

— La confirmation de la majorité actuelle.

Ce serait l'aggravation de ce malaise, et une voie sans issue quand on sera amené à changer de Président de la République.

— La victoire d'une majorité avec le Parti Communiste.

Pour un changement, c'en serait un ! Mais pour quels lendemains ?... Et qui peut de surcroît imaginer qu'un gouvernement uni puisse sortir d'une association électorale entre des hommes opposés sur des options fondamentales : **la véritable démocratie, le respect des libertés, la Communauté européenne, l'Alliance atlantique ?...**

— Seul un succès " centriste " peut apporter les changements nécessaires et assurer pour l'avenir la stabilité des institutions.

Le CENTRE DÉMOCRATE défend en effet **la Constitution de 1958** qui appartient à la France et non à un parti.

Il n'a pas la prétention de constituer à lui seul demain une majorité, ni d'exercer un chantage de minoritaire.

Il sait que les priorités budgétaires rappelées plus haut (écoles, logements, équipements industriels, aménagement du territoire, etc.) sont souhaitées par une majorité de Français et de Françaises, en même temps que par des élus appartenant à la plupart des familles politiques.

Un succès centriste peut seul entraîner un courant qui dessinera les contours d'une nouvelle Majorité prête à conclure avec le Chef de l'Etat, dans le cadre des institutions, **un contrat de législature :**

Programme de transformation de l'organisation économique conforme aux structures d'une société moderne, programme de justice sociale conforme à la dignité et aux besoins des hommes et des femmes du XXe siècle, programme de construction européenne conforme aux dimensions politiques du monde d'aujourd'hui.

C'est en vue de cette large union sans exclusive pour réaliser un programme de progrès dans le maintien de la stabilité que nous sollicitons vos suffrages le dimanche 5 mars prochain.

Charles BOSSON

Député sortant

Candidat à l'Assemblée Nationale

Edmond MARMILLOUD

Candidat suppléant

Typo-Offset Gardet Annecy